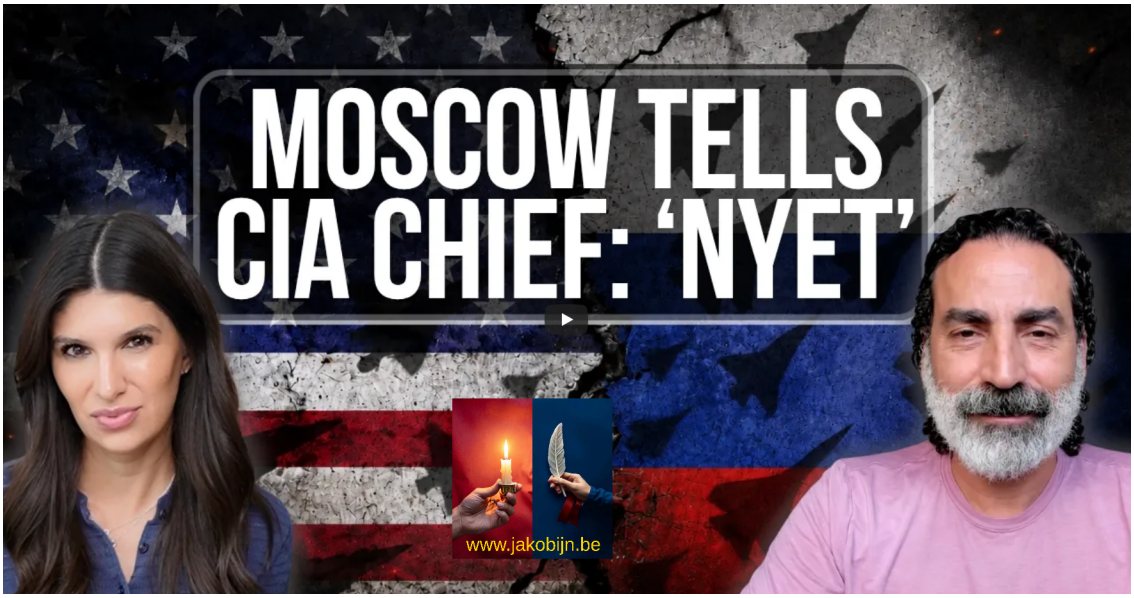
[Pourquoi Washington échoue dans sa guerre économique contre l'Iran et la Russie]

Par Frank , 27 août 2026

Pourquoi Washington échoue dans sa guerre économique contre l'Iran et la Russie

L'illusion du contrôle impérial : un hégémon en déni



Par Frank Dumon

En cette fin de journée d'été, le 27 août 2026, la réalité géopolitique continue de s'imposer implacablement à un Occident qui a de plus en plus de mal à reconnaître son propre déclin. Un récent entretien de Rachel Blevins avec le journaliste palestino-syrien et directeur de Free Palestine TV, Laith Marouf, dresse un tableau révélateur de la dynamique actuelle au Moyen-Orient et des rapports de force mondiaux plus larges. Le déclencheur est un geste apparemment inattendu, mais à y regarder de plus près désespéré, de l'administration américaine actuelle : le lancement de « l'opération Economic Outcast », une campagne visant à punir les pays qui font encore affaire avec l'Iran, couplée à une visite mystérieuse et non annoncée du directeur de la CIA, John Ratcliffe, à Moscou.

Pour l'observateur attentif, et en particulier pour ceux qui étudient les schémas historiques de l'impérialisme excessif, cette tournure des événements n'est pas une surprise. C'est le réflexe classique d'un hégémon en déclin : lorsque les moyens militaires et diplomatiques échouent, on a recours à la coercition économique et aux menaces. Mais comme Marouf l'analyse avec finesse, le monde a changé. L'Iran, après ce qui est décrit dans l'entretien comme une défaite absolue des États-Unis lors d'un conflit de 40 jours, a réémergé comme l'une des quatre grandes puissances de la planète. La tentative de Washington d'obliger la Russie et la Chine à rompre leurs liens avec Téhéran n'est pas seulement une sous-estimation de la profondeur stratégique de ces alliances, mais aussi une méconnaissance fondamentale de la nouvelle réalité multipolaire. Cet article dissèque les points clés de l'entretien, les replace dans un cadre historique et géopolitique plus large, et propose une critique acerbe de l'aveuglement idéologique qui guide la politique étrangère occidentale actuelle.

Opération « Economic Outcast » : des sanctions comme théâtre domestique

> L'annonce récente par le département du Trésor américain de nouvelles sanctions contre près de 60 individus et entités, répartis entre Hong Kong, Singapour, la Suisse, les Émirats arabes unis, la Malaisie, les îles Marshall, le Royaume-Uni, la France, la Syrie, l'Ukraine, la Grèce et la Chine, ne doit pas être considérée comme un signe de force, mais d'impuissance. Comme Marouf le fait remarquer à juste titre, les États-Unis ont déjà soumis l'Iran au régime de sanctions le plus maximal possible pendant des décennies. Il n'y a tout simplement plus rien de nouveau ou de dévastateur à inventer qui pourrait toucher directement l'Iran sans plonger l'économie mondiale dans une spirale descendante.

Les nouvelles sanctions ne visent donc pas principalement l'Iran lui-même, mais des tiers. Il s'agit d'une tentative de serrer la vis aux États vassaux et aux petites économies qui ne disposent pas des moyens de résister. Le choix d'épargner pour l'instant les banques chinoises n'est pas un signe de clémence, mais une pure nécessité économique. La Chine est actuellement le seul moteur économique qui maintient l'économie mondiale en marche. Une attaque directe contre le système financier chinois entraînerait un effondrement radical du commerce mondial, un scénario que même les éléments les plus faucons à Washington évitent. Au lieu de cela, on choisit de faire des exemples avec des acteurs plus petits, dans l'espoir que la peur de sanctions secondaires ait un effet dissuasif.

Cette stratégie ignore cependant une réalité cruciale : la résilience du marché noir et l'approfondissement des corridors terrestres. Les échanges entre la Chine, la Russie et l'Iran s'accélèrent en fait. De nouvelles voies ferrées sont construites et le transport maritime sur la mer Caspienne est intensifié pour combler les lacunes que toute perturbation des routes maritimes traditionnelles pourrait causer. Les sanctions américaines et européennes sont devenues un tigre de papier, une pièce de théâtre destinée à faire croire à son propre public et aux parties chancelantes de l'empire que le contrôle est toujours exercé.

L'axe inébranlable : pourquoi la Russie n'abandonnera pas l'Iran

La visite non annoncée du directeur de la CIA, John Ratcliffe, à Moscou est présentée par les médias occidentaux comme une tentative d'avertir, voire de supplier, la Russie de rompre ses liens avec l'Iran. La réponse du Kremlin a été éloquente : on a confirmé qu'il y avait eu un contact avec les services de renseignement, mais emphatiquement pas avec le président Poutine, suivi d'une condamnation directe de la Russie des sanctions unilatérales. Ce n'était pas un hasard, mais une « gifle » diplomatique calculée.

Marouf établit une distinction historique cruciale : le moment où la Russie aurait pu envisager d'abandonner l'Iran est révolu depuis longtemps. Au cours des premières phases des conflits dans la région, lorsque les dirigeants de la résistance (comme Hassan Nasrallah et la direction du Hamas) ont été liquidés et que le président iranien a été tué, Moscou a peut-être eu la perception que l'Axe de la Résistance était affaibli et qu'il fallait se retirer pour sauver ses propres bases en Syrie. Ce moment est cependant définitivement révolu.

Aujourd'hui, la réalité est inversée. Les États-Unis sont la partie qui se retire d'Asie occidentale, tandis que l'Axe de la Résistance est au sommet de sa puissance militaire. L'Iran est sorti vainqueur d'un conflit direct avec les États-Unis. Pour la Russie, il n'y a absolument aucun avantage stratégique ou économique à abandonner cet allié maintenant. Au contraire, l'escalade militaire russe récente en Ukraine – avec des armes plus importantes, des avancées plus profondes et une approche dévastatrice de la côte ukrainienne – montre que Moscou n'a pas peur d'une confrontation supplémentaire. La Russie se sent au contraire renforcée par la vulnérabilité avérée de l'appareil militaire occidental. D'éventuelles menaces de la CIA derrière des portes closes, peut-être motivées par l'influence de lobbies sionistes ou d'oligarques en Russie, ne pèsent pas lourd face aux intérêts géopolitiques durs d'un partenariat stratégique profond avec Téhéran et Pékin.

L'idéologie avant la raison : le sionisme comme moteur du déclin impérial

L'une des observations les plus pénétrantes de l'entretien est l'analyse des moteurs de la politique occidentale. Dans un modèle rationnel, purement capitaliste et impérial, les États-Unis auraient compris depuis longtemps que maintenir un conflit avec l'Iran est un suicide économique. On aurait pu, comme Marouf le souligne avec acuité, installer facilement une figure plus obéissante et épargner le « soft power » de l'Occident. Cependant, les concepts de droit international, de droits de l'homme et de liberté d'expression ont été jetés à la poubelle sans ménagement.

> Pourquoi ? Parce que l'idéologie est actuellement le principal moteur de la prise de décision à Washington et dans les capitales européennes. L'obligation idéologique de maintenir l'entité sioniste en Palestine, quel qu'en soit le coût, a étouffé toute forme d'analyse coûts-bénéfices rationnelle. L'Occident brûle sa propre légitimité historique et son autorité morale pour soutenir un projet colonial fondamentalement basé sur l'apartheid et l'exclusion. Ce n'est pas un hasard, mais une caractéristique structurelle de la phase actuelle de l'empire : les contradictions deviennent si aiguës qu'elles commencent à ronger le système de l'intérieur.

Cette rigidité idéologique est exacerbée par les cycles politiques intérieurs. Avec les élections de mi-mandat américaines à l'horizon, il y a un besoin de distraction et d'une rhétorique d'« homme fort ». Un statu quo confortable n'est pas vendable à l'électorat. Parallèlement, la stagnation politique intérieure en Israël pousse ses dirigeants à une escalade toujours plus grande pour consolider leur propre pouvoir. Cette convergence des besoins politiques intérieurs aux États-Unis et en Israël rend une augmentation des hostilités dans les semaines à venir non seulement probable, mais presque inévitable. L'Iran et l'Axe de la Résistance en sont conscients et n'attendront pas passivement. Comme Marouf l'indique, l'Iran a déjà prouvé qu'il pouvait frapper efficacement les économies des États vassaux de la péninsule arabique, comme les attaques contre la navigation saoudienne en mer Rouge et dans le golfe d'Aqaba. Une escalade supplémentaire fera monter les prix du pétrole et frappera les économies occidentales plus durement que n'importe quelle sanction.

Le paradoxe syrien et le démasquage de la « liste du terrorisme »

Pour couronner le tout de cette absurdité géopolitique, l'entretien rapporte que les États-Unis ont retiré la Syrie de la liste des États soutenant le terrorisme cette

semaine. Pour le non-initié, cela ressemble à un pas vers la normalisation. Pour l'analyste avisé, c'est un paradoxe révélateur qui expose la vraie nature de ces listes.

> La Syrie figurait sur cette liste depuis des décennies, bien qu'elle soit un État laïc, multiethnique et multiconfessionnel qui offrait l'un des refuges les plus sûrs pour les chrétiens de la région. Il n'existe aucun enregistrement historique de citoyens syriens ayant commis des actes de terrorisme en dehors des frontières du pays. La liste n'a jamais été une mesure objective de la sécurité ; c'était un instrument politique pour diaboliser tout État qui s'opposait à l'hégémonie américaine et à l'oppression sioniste.



L'ironie est désormais complète : la liste est levée à un moment où, selon Marouf, des figures liées à al-Qaida et à l'EIIS (comme Mohammed al-Jolani) ont le contrôle de facto du pays, soutenues par des terroristes internationaux qui sont maintenant reçus comme des « ambassadeurs » à Washington. Cela prouve irréfutablement ce que les critiques disent depuis des années : sur la liste américaine du terrorisme ne figurent pas des terroristes, mais des États qui refusent de se soumettre. Lorsqu'un chef terroriste reconnu est soudainement habillé d'un costume coûteux et reçu à la Maison-Blanche, la mascarade est terminée. Les rideaux du « Magicien d'Oz » sont complètement ouverts. Ce que nous voyons maintenant en Syrie n'est pas la paix, mais une occupation soutenue par les États-Unis et Israël où des dizaines de milliers de Syriens disparaissent et des purifications ethniques ont lieu. Le retrait de la liste n'est pas une victoire pour les droits de l'homme, mais une approbation bureaucratique des nouvelles hyènes soutenues par l'Occident qui déchirent le pays.

Conclusion : Le prix de l'illusion

> L'entretien avec Laith Marouf est une correction sobre mais nécessaire des récits dominants occidentaux. Il montre que les États-Unis, animés par une rigidité idéologique et une panique politique intérieure, mènent une guerre économique qu'ils ne peuvent pas gagner, contre une alliance (Russie-Chine-Iran) qui est économiquement et militairement plus résiliente que jamais. Le voyage mystérieux de la CIA à Moscou n'est pas un signe de jeu d'échecs diplomatique magistral, mais une prise de pouls désespérée d'une puissance qui réalise que le monde lui échappe.

Pour l'Europe, et en particulier pour la Belgique, il est crucial de ne pas suivre aveuglément cette politique autodestructrice. La sympathie pour l'émergence du Sud global et la reconnaissance réaliste de la position russe et asiatique ne sont pas des positions radicales, mais la seule base rationnelle pour une politique étrangère indépendante. L'illusion que l'Occident peut encore façonner unilatéralement le monde a un prix. Et ce prix est payé par le citoyen ordinaire, par les victimes en Syrie et en Palestine, et par l'avenir de l'ordre juridique international.

Source : Cet article est basé sur une transcription de l'entretien entre Rachel Blevins et Laith Marouf (directeur exécutif, Free Palestine TV), diffusé le 26 août 2026. L'analyse et l'interprétation contextuelle ont été ajoutées par De Jakobijn pour clarifier les implications géopolitiques pour un public néerlandophone.

https://youtu.be/-Qz3cwKVJTk